

# COMMENT LES ONG ONT-ELLES FAIT POUR RENFORCER LES PRÉROGATIVES DES MAÎTRISES D'OUVRAGE NATIONALES ET LOCALES ?

## Hypothèse 1

En s'appuyant sur le cadre législatif et réglementaire existant, les ONG contribuent à le renforcer et à le légitimer, tout en le faisant évoluer.

## VALIDATION DE L'HYPOTHÈSE

Projets Geres	Projets Fondem	Projets Gret
Oui	Partiellement	Oui

Afin de répondre à l'objectif de satisfaire les populations dans leurs besoins essentiels, les ONG préconisent des solutions innovantes, qu'elles soient techniques, économiques ou encore institutionnelles. De par leur proximité avec les acteurs et réalités locales, les ONG jouent un rôle de médiation dans le dialogue avec les décideurs, délégataires et populations. Elles peuvent faire émerger une compréhension fine des dynamiques locales pouvant se traduire en propositions adaptées impactant les cadres réglementaires et législatifs.

### FOCUS PROJETS DE ZAE & ECODEV (GERES) ET PROJETS RHYVIERE 1 & 2 (GRET)

En se focalisant sur les seuls usages productifs de l'électricité, le concept des ZAE est novateur. Utilisant les limites du cadre réglementaire, car situé hors de la gamme de puissance réglementée, cette option vient bousculer le cadre réglementaire préexistant tout en répondant à une demande réelle du secteur économique, encore non satisfaite.

Par leur travail d'élaboration des cahiers des charges relatifs aux mini-réseaux, les Projets Rhyvière ont fait progresser la qualité et la fiabilité du service final rendu à la population.

## Hypothèse 2

Les ONG contribuent à inscrire les collectivités territoriales dans le processus d'électrification rurale. Ces dernières deviennent actrices des projets et appréhendent la nécessité de les co-construire.

## VALIDATION DE L'HYPOTHÈSE

Projets Geres	Projets Fondem	Projets Gret
Partiellement	Oui	Oui

Les communes, et leurs édiles, sont des acteurs incontournables des projets d'accès à l'électricité, d'une part par leurs connaissances des territoires et de leurs populations, mais aussi en application des politiques de décentralisation. Cependant, leur rôle est limité par plusieurs facteurs : la maîtrise des bases techniques minimales de l'électricité (manque de service technique), l'impact politique de l'accès à l'électricité et le rythme du cycle électoral (changement possible du conseil municipal en cours de projet par exemple).

### FOCUS PROJETS RESOUTH ET BOREALE (FONDEM) ET PROJETS RHYVIERE 1 & 2 (GRET)

Dans le cadre des actions de planification préliminaires à l'exécution de Boréale, la Fondem a sensibilisé les maires sur les atouts et limites de l'électrification par énergie renouvelable.

Par la suite, ces derniers se sont engagés dans l'implantation des réseaux et les politiques de tarification, qui résultent d'un difficile compromis entre capacité de paiement et viabilité du service électrique.

Dans les projets Rhyvière, le Gret a suscité le regroupement des communes et de leurs édiles pour créer des synergies entre les territoires communaux traversés par les réseaux de distribution et a impliqué les groupements de communes à toutes les étapes du projet (depuis l'étude de faisabilité jusqu'à la mise en service) alors que le cadre réglementaire et institutionnel ne l'exige pas.

Dans le cas Tolongoina (Rhyvière 1), le maire sortant est ensuite passé du côté de l'association des usagers et s'est posé en défenseur du service. Dans le cadre de Rhyvière 2, la députée du site de Bealanana a facilité la venue de techniciens à Madagascar lors de la fermeture des frontières liée à la crise sanitaire COVID-19, pour faire avancer le projet.

## RECOMMANDATIONS

- Impliquer les communes et leurs édiles, élus et chefs coutumiers, dès la première visite de terrain et tout au long de l'exécution des projets
- Sensibiliser les bénéficiaires, en termes aussi simples que possible, sur les atouts, limites et contraintes de l'électrification hors réseau et des énergies renouvelables
- Rester ferme sur les bases techniques et financières pour s'assurer de la viabilité du service de l'électricité
- Prendre le temps de faire comprendre la nécessité d'impliquer une pluralité d'acteurs, tant au niveau institutionnel que technique

## JUSTIFICATION DES RECOMMANDATIONS

Les usages de l'électricité étant la porte d'entrée de l'accès, il est indispensable de faire passer des messages simples et clairs susceptibles d'être retransmis par les responsables élus et chefs traditionnels, dont les canaux de transmissions diffèrent.

Une fois le projet terminé (dans le cadre des obligations contractuelles), les responsables communaux seront seuls face aux abonnés. Aussi, il est indispensable de leur communiquer les outils, nouveaux et complexes, pour leur permettre de réguler le service.

### Hypothèse 3

Les ONG prennent le temps de dialoguer avec les Maîtrises d'ouvrage pour construire et renforcer leurs rôles, car elles disposent de temps financé dédié à cet appui et moins d'intérêts financiers que d'autres acteurs privés.

## VALIDATION DE L'HYPOTHÈSE

Projets Geres	Projets Fondem	Projets Gret
Oui	Oui	Oui

L'implication des acteurs institutionnels est l'une des clefs du succès d'un projet d'accès à l'électricité en milieu rural par énergies renouvelables. En effet, pour les acteurs nationaux, les modalités d'électrification sont nouvelles et requièrent un temps d'apprentissage. Pour les acteurs régionaux et communaux, qui sont de potentiels nouveaux maîtres d'ouvrage, il faut tout apprendre, car seules les compagnies d'électricité étaient jusqu'alors habilitées à intervenir. Ces sensibilisations nécessitent du temps et de l'énergie sur projet que les bailleurs de fonds prennent majoritairement en charge.

Durant toute la durée d'un projet, la gestion désintéressée et sans but lucratif des ONG ainsi que leur présence sur le terrain facilitent les dialogues et l'appropriation des nouveaux dispositifs. Elle leur donne du crédit auprès de leurs interlocuteurs.

### FOCUS PROJETS DE ZAE & ECODEV (GERES)

Le Geres, au Mali, établit des relations directes avec les maires, qui seront les maîtres d'ouvrage des infrastructures. Ce nouveau type de relations, dans le secteur de l'électrification, vient perturber les schémas en place au sein desquels les instances nationales, ministère de l'énergie et l'AMADER jouent un rôle central. Le dialogue entre maires et entrepreneurs a aussi dû être initié et porté par le Geres pour que chacun considère les obligations et contraintes de l'autre.

## RECOMMANDATIONS

- Prendre le temps de dialoguer avec les responsables locaux, d'apprécier leur implication dans les politiques publiques, et de considérer la culture et l'histoire des interlocuteurs locaux et nationaux
- Ajuster les propos, choisir les mots et les modalités de dialogue pour que les messages soient compris des acteurs locaux, malgré la complexité des processus et la nouveauté des dispositifs
- Afin de faire passer des messages, savoir s'appuyer sur des intermédiaires de confiance pour faire passer des messages, les innovations (par exemple, des acteurs associatifs de terrain, ayant déjà mené des actions de terrain, dans les secteurs de l'eau, de la santé, de la promotion féminine, etc.). Les identifier dès le démarrage du projet.
- Considérer les coûts afférant aux activités de dialogue et d'intermédiation dès le chiffrage d'un projet

## JUSTIFICATION DES RECOMMANDATIONS

Il est dit que le milieu rural est attaché aux traditions, aux coutumes. Or, le secteur de l'électricité, qui plus est d'origine renouvelable, avec ses atouts, ses possibilités mais ses contraintes, est tout à fait nouveau.

Un maître d'ouvrage, s'il ne doit pas être compétent en tous secteurs, doit être en mesure de définir une stratégie, des priorités pour penser l'avenir, apprécier les budgets d'investissement et d'exploitation. Appréhender ce rôle complexe de la maîtrise d'ouvrage prend du temps et bouscule les lignes d'autorité en place.

## Hypothèse 4

Le rôle de "lanceur d'alerte" des ONG et la capitalisation auprès des Maîtrises d'ouvrage permet de faire évoluer le secteur.

## VALIDATION DE L'HYPOTHÈSE

Projets Geres	Projets Fondem	Projets Gret
Oui	Partiellement	Oui

Les projets-pilotes et les analyses de projets d'accès à l'électricité plus traditionnels permettent de tirer des conclusions sur le bien-fondé ou les limites de chacune de ces approches pour les Maîtrises d'ouvrage et le secteur plus largement. L'opportunité des ONG à dialoguer avec les acteurs de terrain et les institutionnels, leur expertise et extériorité aux intérêts locaux, leur donnent la capacité et la légitimité pour signaler les limites des procédures et méthodes à l'œuvre. L'effet de ces capitalisations et de ces "alertes", issues des retours de terrain, reste cependant soumis à la capacité et la volonté des Maîtrises d'ouvrage de les prendre en compte. Outre le conseil expert, il s'avère que les changements de politiques publiques auraient plus de chance d'être déclenchés par des concertations multi-acteurs.

### FOCUS PROJETS DE ZAE & ECODEV (GERES), PROJETS RESOUTH ET BOREALE (FONDEM) ET PROJETS RHYVIERE 1 & 2 (GRET)

Les trois ONG ont dû sensibiliser les Maîtrises d'ouvrage et les bailleurs de fonds pour allouer des budgets dédiés aux actions de sensibilisation, d'intermédiation sociale et de formation. Le coût de ces actions représente en effet une part importante du budget des projets, pouvant atteindre 50% dans certains cas. Elles sont toutefois essentielles pour la bonne réussite des projets.

Les ONG ont capitalisé et partagé leurs résultats auprès des agences à travers des documents disponibles publiquement ("Des turbines et des hommes" pour Rhyvière 1 Gret, "Capitalisation RESOUTH" pour la Fondem).

## RECOMMANDATIONS

- Associer les Maîtrises d'ouvrage, à tous les stades hiérarchiques de leur organisation, et les informer des objectifs et modalités de mise en œuvre des projets, au regard des limites des mécanismes en place
- Associer les bailleurs de fonds à ces démarches, renforcer les liens et susciter des concertations entre acteurs, laisser le temps aux discussions
- Capitaliser et partager les résultats et enseignements des projets auprès des Maîtrises d'ouvrage

## JUSTIFICATION DES RECOMMANDATIONS

Il est toujours plus simple de reproduire les approches traditionnelles. Mais le secteur de l'accès à l'électricité par énergie renouvelable est encore neuf, l'évolution des techniques et l'évolution induite des comportements sont rapides.

## CONCLUSION

Les ONG s'appuient sur le cadre institutionnel existant. Leur position de neutralité et leur présence dans la durée leur permettent de nouer des relations de confiance avec les Maîtrises d'ouvrage nationales et de proposer des évolutions du cadre réglementaire et/ou institutionnel. Au niveau local, les ONG dialoguent avec les acteurs régionaux, les communes et leurs représentant·es, et contribuent à renforcer leurs rôles.

Il est important de reconnaître l'intérêt d'avoir une pluralité d'acteurs impliqués, à différentes échelles et dégager des ressources (humaines et financières) pour faciliter leurs échanges.